

Brexit : l'Ecosse plaide pour une troisième voie

Il y a deux ans, 62 % des électeurs écossais s'étaient prononcés contre le Brexit, lors du référendum voulu par David Cameron. Ils seraient aujourd'hui 70 % à vouloir rester dans l'Union européenne. Écarté de la table des négociations, le gouvernement d'Edimbourg tente de faire entendre sa voix alors que le Royaume-Uni ne semble plus avoir le choix qu'entre un Brexit du « no deal » et le

« deal » obtenu par Theresa May auprès des 27, jugé comme un mauvais accord.

Fiona Hyslop (Scottish National Party), la secrétaire aux Affaires étrangères du gouvernement écossais, est à Bruxelles pour plaider le report de la sortie du Royaume-Uni de l'UE « pour des élections, un second référendum ou une proposition pour arrangement différent, un accord permanent du style "Nor-

vège + » avec maintien du Royaume-Uni dans le Marché unique. » L'Écossaise reconnaît cependant que « cette proposition est délicate, avec le scrutin européen qui s'annonce, une nouvelle Commission... mais il n'est pas déraisonnable d'obtenir une courte extension pour permettre une discussion sur cette base ». ■

« Il faut une alternative au "deal" ou "no deal" »

BREXIT L'Ecosse monte une coalition pour un autre accord que celui scellé au sommet

Fiona Hyslop

Membre du Scottish National Party depuis 1986 (le parti nationaliste de gauche écossais), Fiona Hyslop exerce depuis 2009 la fonction de secrétaire aux Affaires étrangères et à la Culture dans le gouvernement écossais. Le Tourisme a été ajouté à son portefeuille en 2011.

- La secrétaire aux Affaires étrangères du gouvernement écossais Fiona Hyslop cherche une majorité contre l'accord.
- Rencontre à Bruxelles, trois jours après le deal « à prendre ou à laisser » de dimanche.

Le 23 juin 2016, l'Ecosse, l'une des quatre nations constitutives du Royaume-Uni (avec l'Angleterre, le Pays de Galles et l'Irlande du Nord), votait à 62 %... contre le Brexit. Une semaine plus tard, la « First Minister » d'Ecosse et cheffe du Scottish National Party était reçue avec les honneurs à Bruxelles, notamment par le président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker. Depuis, Nicola Sturgeon n'a eu de cesse de revendiquer le droit pour l'Ecosse d'obtenir une place décisive à la table des négociations de ce divorce imposé – dont Edimbourg voulait limiter au maximum l'ampleur.

Ce mercredi, nous retrouvons Fiona Hyslop à la Scottish House, plantée au plus près des institutions européennes : au rond-point Schuman à Bruxelles. Un autre deal est possible, assure-t-elle.

La Première ministre britannique May se déplace en Ecosse ce mercredi pour « vendre » son deal. Dans le même temps, vous venez à Bruxelles. Pourquoi ?

C'est parce qu'elle est là (rires) ! Je suis venue expli-

quer la position de l'Ecosse sur l'accord de retrait et la déclaration sur la relation future. Après de la commission du Parlement européen en charge du Brexit et, à la Commission, auprès du commissaire (britannique) King. Et puis il y a la célébration, sur le rond-point Schuman, du Saint Andrew's Day, notre fête nationale... Nous avons publié hier un document qui présente nos préoccupations au sujet de l'accord. Ce « deal » a été adopté par la Commission européenne, le Conseil européen et le gouvernement britannique. Mais il est resté soumis à un vote au Parlement de Westminster (prévu le 11 décembre, NDLR). Il est très clair, et une majorité croissante le dit, que la question n'est pas de choisir entre ce « deal » et un « no deal » : il faut une autre option. Nous disons que l'option la plus raisonnable serait soit le maintien du Royaume-Uni dans le Marché intérieur et l'Union douanière, ce que plaide le gouvernement écossais depuis deux ans, soit un nouveau référendum qui poserait la question du maintien dans l'UE. Avant le vote, nous voulons nous assurer qu'il y a une coalition contre cet accord. Et ceux qui s'y opposent doivent venir avec quelque chose d'autre !

Mais lors du sommet, il était clair, tant du côté de l'UE que de Theresa May,

que c'est ce deal ou pas de deal...

Je comprends parfaitement ces positions. Mais c'est le fruit d'une négociation entre les lignes rouges très étroites fixées par Theresa May. On comprend le message qui consiste à dire que sur cette base, les négociations ne peuvent pas être rouvertes. Mais la porte n'est pas définitivement close. Si la Chambre des Communes vote contre la proposition de Theresa May, la porte est ouverte pour que nous avançons notre

proposition. Cela pourrait nécessiter une demande d'extension de la période de l'Article 50. Il faudrait que ce soit pour

un changement significatif, pas une renégociation de l'accord de retrait actuel. Il faut désormais voir s'il y a une majorité pour soutenir cette alternative. Il y a en tout cas une majorité contre un no deal, qui est le pire des scénarios. Mais même le ministre des Finances du gouvernement britannique Philip Hammond a reconnu ce matin que l'accord conclu par Theresa May va coûter à la population par rapport à l'appartenance à l'UE. Il a qualifié l'accord de « presque aussi bon » qu'être membre...

Et vous, qu'en dites-vous ?

Notre étude montre que cela conduira à une perte de 1.600 livres (1.810 euros) par personne à l'horizon 2030. Des études similaires vont dans le même sens. Et pour nous, la plus grosse perte, c'est la fin de la libre circulation des personnes, si importante pour notre économie mais aussi pour notre société.

C'était l'objectif n°1 du gouvernement britannique...

Nous nous sommes battus contre cela. Depuis deux ans, on comprend beaucoup mieux au Royaume-Uni les bénéfices de la mobilité des personnes. Quelque 25 % de nos chercheurs universitaires sont des ressortissants européens. C'est important pour nos soins de santé... De plus, sortir du Marché unique aura des conséquences négatives pour le commerce. Et Theresa May a échoué, dans la Déclaration politique sur les liens futurs, à dissocier la question de l'accès aux marchés pour nos pêcheurs et celle de l'accès à nos eaux. C'est un mauvais accord.

Négocier un autre accord : avec le même Premier ministre ?

Ce serait très difficile pour Theresa May de revenir à la table de négociations avec l'UE et de négocier quelque chose de si différent. Si elle ne survit pas au vote, il est très probable que l'opposition travailliste essaiera de déclencher un retour aux urnes. Et je ne vois pas les Conservateurs partir en campagne avec Theresa May comme leader.

Vous évoquez une extension de l'Article 50 alors que le Brexit est censé s'appliquer inexorablement deux ans après le déclenchement de cette procédure qui permet le départ d'un Etat membre, soit le 29 mars 2019. C'est théoriquement possible, à l'unanimité, du Royaume-Uni mais aussi des Vingt-Sept. Mais est-ce réaliste ?

Je ne peux pas parler au nom des Vingt-Sept. Mais ils peuvent comprendre, si c'est pour quelque chose de substantiel.

Par exemple des élections, un second référendum ou une proposition pour arrangement différent, un accord permanent du style « Norvège + » avec maintenant du Royaume-Uni dans le Marché unique. Nous avons conscience que cette proposition est délicate, avec le scrutin européen qui s'annonce, une nouvelle Commission... Mais il n'est pas déraisonnable d'obtenir une courte extension pour permettre une discussion sur cette base.

En restant dans le Marché unique, plaidez le gouvernement britannique, on ne respecte pas le souhait de la majorité qui a voté en faveur du Brexit, notamment la fin de la libre circulation

des personnes...

Le référendum a été conduit sans aucune discussion sérieuse sur les conséquences. C'était de la propagande, pas une politique. Maintenant, les gens comprennent les conséquences ! On l'a vu dans des sondages : en Ecosse, 62 % des votants s'étaient prononcés contre le Brexit ; ils sont aujourd'hui 70 %. Le Pays de Galles avait voté pour le Leave ; ils sont désormais en majorité pour le Remain. Ils disent qu'il sera très facile de conclure d'autres accords de libre-échange. Mais depuis le référendum, l'UE négocie une série d'accords com-

merciaux et le Royaume-Uni se retrouvera en queue de la file ! L'UE est le marché intérieur le plus important dans le monde. Nous devons chercher de la croissance plutôt que de simplement chercher à limiter les dégâts... Il faut une alternative. Nous avons pleinement conscience de l'espace de négociation limité dans le-

quel l'UE a dû opérer à cause des lignes rouges du gouvernement britannique. Il faut changer ces lignes rouges, de façon substantielle.

Ce n'est pas la première fois que vous plaidez cette cause auprès du 10, Downing Street. Sans succès.

Ce qui change, c'est que toute la négociation s'est déroulée jusqu'ici au sein du parti conservateur et au sein du cabinet gouvernemental. Maintenant, le processus de décision a quitté les confins du cabinet et de ce parti divisé. C'est désormais Westminster qui a la haute main.

Et si ce « plan B » échoue, un nouveau référendum d'indépendance pour l'Ecosse ?

Toute cette affaire plaide en faveur de notre indépendance. Mais nous avons essayé de faire face aux difficultés en-

gendrées par ce Brexit. Nous avons essayé de trouver des solutions qui soient bonnes pour l'Ecosse mais aussi pour le Royaume-Uni. Pour être pragmatiques, nous plaçons pour la relation la plus proche possible avec l'UE. L'indépendance reste le meilleur statut constitutionnel pour l'Ecosse. Mais nous avons été très constants en cherchant d'abord à protéger les intérêts écossais dans le cadre actuel. ■

**Propos recueillis par
PHILIPPE REGNIER**

« Le référendum a été conduit sans aucune discussion sérieuse sur les conséquences »

LE PLAIDOYER DE MAY

« Notre plan est le moins coûteux »

Le Brexit aura un coût pour l'économie britannique, quel que soit le scénario de sortie de l'UE, averti mercredi le gouvernement britannique dans un rapport qui met en avant que l'accord négocié par Theresa May limiterait, lui, les dégâts. Le rapport souligne qu'une sortie sans accord amputerait le produit intérieur brut de 9,3 % en quinze ans. Et un « no deal » causerait un effondrement de 25 % de la livre britannique, a prévenu mercredi la Banque d'Angleterre. L'accord trouvé par la Première ministre, décrié y compris par son Parti conservateur, coûterait, lui, 3,9 % au PIB du pays, selon le rapport. Theresa May s'est engagée dans une tournée du pays qui l'a menée mercredi après-midi près de Glasgow, la plus grande ville d'Ecosse. (afp)